

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER****☎ 05.56.73.29.26***VMD***EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022
D22122022/174**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,
Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL,
Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN,
Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS,
Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN,
Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER,
Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Chantal PARISE

Objet : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : CONVENTION D'OCCUPATION PAR L'ASSOCIATION « A L'OUEST » D'UN BATIMENT A DESTINATION DE TIERS-LIEU A LACANAU
Rapporteur : Laurent PEYRONDET, 1^{er} Vice-Président
Vote : UNANIMITE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes, et notamment la compétence développement économique,

Vu les délibérations successives de la Communauté de Communes Médoc Atlantique relative au tiers-lieu de Lacanau,

Considérant la mise à disposition de la maison Bergey située 1 Rue Edmont About à Lacanau ville par la commune à la Communauté de Communes pour la mise en place d'un tiers-lieu dans le cadre de sa compétence développement économique,

Considérant la mise à disposition de ladite maison Bergey par la Communauté de Communes à l'association A l'Ouest pour la création d'un tiers-lieu dont le but est « de mutualiser des moyens et des compétences et/ou de développer des activités économiques, sociales, culturelles et environnementales »,

Considérant la gratuité de cette mise à disposition dans l'attente de l'achèvement des travaux pour accompagner la mise en place et le développement du tiers-lieu dans un 1^{er} temps puis, la définition d'un loyer modéré et progressif au regard du modèle économique de l'association, par avenant à la convention initiale dans un 2nd temps (conformément aux dispositions de l'article 6),

Considérant les 7 avenants précédents pour prolonger la mise à disposition à titre gratuit jusqu'à l'achèvement de tous les travaux (Rez-de-chaussée, Etage, Toiture et sanitaires extérieurs) qui ont été phasés sur plusieurs années et ont connu des difficultés notamment liées à la crise sanitaire covid-19,

Considérant la Commission Attractivité, Développement économique, Emploi du 29 novembre 2022 et le Bureau du 8 décembre 2022,

Il est précisé que le montant du loyer proposé à hauteur de 6 000€ par an prend en compte d'une part, le montant total de la réhabilitation complète du bâtiment (393 715,49€ TTC) et le montant des différents aménagements, équipements divers et achats de mobilier (93 901,02€ TTC) et d'autre part, la subvention de la Région Nouvelle Aquitaine perçue dans le cadre de l'AMI Tiers-lieux (31 408,02€) et le versement d'un fonds de concours par la commune pour le financement de la réalisation des travaux d'aménagement du tiers-lieu (14 163,18€).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'une part, d'adopter la rédaction de l'avenant ci-dessous à la convention initiale qui modifie les articles 6 (Clauses financières) et 7 (Durée) en ajoutant les mentions suivantes :

« ARTICLE 6 : CLAUSES FINANCIERES

L'association s'acquittera d'un loyer d'un montant de 6 000€ par an soit 500€ par mois à compter du mois de janvier 2023.

Le loyer sera révisable chaque année sur la base de l'indice ILAT.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est prolongée pour une période de 3 ans.

Toutes les autres modalités précisées dans les autres articles de la convention initiale en date du 13 juillet 2017 restent inchangées. »

- D'autre part, d'autoriser le Président à signer l'avenant correspondant.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU le projet d'avenant n° 8,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'une part, d'adopter la rédaction de l'avenant ci-dessous à la convention initiale qui modifie les articles 6 (Clauses financières) et 7 (Durée) en ajoutant les mentions suivantes :
« **ARTICLE 6 : CLAUSES FINANCIERES**
L'association s'acquittera d'un loyer d'un montant de 6 000€ par an soit 500€ par mois à compter du mois de janvier 2023.
Le loyer sera révisable chaque année sur la base de l'indice ILAT.
ARTICLE 7 : DUREE
La présente convention est prolongée pour une période de 3 ans.
Toutes les autres modalités précisées dans les autres articles de la convention initiale en date du 13 juillet 2017 restent inchangées. »
- D'autre part, d'autoriser le Président à signer l'avenant correspondant.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DECEMBRE 2022



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.